
Hèla Yousfi

L'UGTT, une passion tunisienne

Enquête sur les syndicalistes en révolution
(2011-2014)



L'Union générale tunisienne du travail (UGTT) est la première force syndicale tunisienne et a longtemps aussi été la seule. Pierre angulaire du mouvement national du temps de la colonisation, l'UGTT a toujours joué un rôle cardinal dans la vie politique tunisienne. Poussée par le puissant soulèvement populaire déclenché le 17 décembre 2010, l'UGTT, s'est trouvée nettement engagée dans l'action, sa capacité de mobilisation lui permettant de peser sur la transformation du champ politique tunisien.

Son action a suscité et suscite encore des débats pour le moins passionnés entre ceux qui considèrent comme salulaire la mobilisation de l'UGTT, ceux qui la dénoncent en appelant sa direction à s'en tenir à son rôle syndical ou encore ceux qui appellent purement et simplement à l'affrontement avec une organisation, incarnant à leurs yeux l'aile encore agissante de l'ancien parti au pouvoir.

Comment l'UGTT a-t-elle interagi avec le soulèvement populaire qui a conduit au départ de Ben Ali ? Quel a été son rôle dans la « transition politique » aboutissant à l'adoption de la première constitution démocratique tunisienne, le 26 janvier 2014 ? Comment l'UGTT a-t-elle réussi à neutraliser le risque de son éclatement provoqué par les différentes crises politiques et sociales ? Quel est l'objectif réel de l'UGTT : prendre le pouvoir, imposer on ne sait quelle dictature du prolétariat ou aider les élites économiques et politiques à se maintenir au pouvoir ? Quels sont les défis auxquels l'UGTT doit faire face dans le nouveau paysage politique ? Autant de questions et bien d'autres auxquelles cet ouvrage tente de répondre.

Hèla Yousfi est maître de conférences à l'Université Paris-Dauphine. Son domaine d'expertise est la sociologie des organisations. Elle a travaillé et publié sur l'influence de la culture politique sur le fonctionnement des entreprises dans les pays arabes. Ses travaux portent également sur les enjeux culturels des politiques de développement économique et des changements institutionnels ainsi que sur les mouvements sociaux dans une perspective postcoloniale.

ISBN : 978-2-8111-1468-8

L'UGTT, une passion tunisienne

Enquête sur les syndicalistes en révolution

2011-2014

Cet ouvrage est publié simultanément
dans une édition tunisienne par
l'IRMC et les éditions MED-ALI
sous le même titre

KARTHALA sur Internet : www.karthala.com
Païement sécurisé

Couverture : *Le face-à-face entre les militants des ligues de la protection
de la révolution et les militants de l'UGTT.*

© Thierry Brésillon.

© Édition KARTHALA, IRMC 2017
Première édition papier, 2015
ISBN : 978-2-8111-1468-8

Hèla Yousfi

L'UGTT, une passion tunisienne

Enquête sur les syndicalistes en révolution
2011-2014

IRMC
20, rue Mohamed
Ali Tahar
1002 Tunis

Karthala
22-24,
boulevard Arago
75013 Paris



L'IRMC
USR 3077



L'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) est un centre de recherche en sciences humaines et sociales, à vocation régionale, dont le siège est à Tunis. Créé en 1992, il est l'un des 27 Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE) placés sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères et européennes et, depuis 2000, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) dont il constitue une Unité mixte (USR 3077).

L'IRMC contribue, en partenariat avec la communauté scientifique notamment maghrébine et européenne, au développement de la recherche sur le Maghreb. Ses programmes participent aux débats des sciences humaines et sociales dans une perspective comparée, à l'échelle régionale et internationale.

La valorisation de ses travaux de recherche représente aujourd'hui un catalogue de plus d'une soixantaine de publications collectives ou d'auteurs, chez différents éditeurs (dont sa publication annuelle *Maghreb et sciences sociales*).

Depuis septembre 2013, l'IRMC est dirigé par
Karima DIRÈCHE.

Site internet de l'IRMC :
<http://www.irmcmaghreb.org>.

Préparation éditoriale : Romain Costa.

PAO et couverture : Besma Ouraïed-Menneï.

Remerciements

À l'image de l'histoire que vous allez découvrir dans les pages suivantes, mon aventure avec ce livre est loin d'avoir été un long fleuve tranquille. Je voudrais exprimer ici ma gratitude à celles et à ceux grâce à qui j'ai pu arriver au bout de ce parcours.

Mes remerciements s'adressent à Sami Souihli, Nouri Abid, Hichem Abdessamad et Isabelle Huault qui ont cru dans ce projet dès le début, qui m'ont encouragée à chaque étape de l'avancée de ce livre.

Ma sincère reconnaissance va également à mes collègues Choukri Hmed, Assia Boutaleb, Jean Pierre Segal et Jérôme Heurtaux qui ont accepté de relire les premières versions de ce texte et dont les remarques m'ont beaucoup éclairée et encouragée. Je tiens aussi à remercier Hajer Bouden, Romain Costa et Besma Ouraïed qui ont contribué à clarifier la rédaction du manuscrit ainsi que Montassar Akremi et Thierry Brésillon qui m'ont offert les illustrations iconographiques de ce livre.

Je veux exprimer ma profonde gratitude à mes frères Kais et Nadhem pour leur soutien indéfectible tout au long de cette aventure.

Merci à mes amis Rim Tlili, Thouraya Amamou, Hosni et Hassanine Krid, Amina Ben Fadhl, Maher Hamdi, Bahija Ouezini, Faiza et Wejdane Mejri, Nahla Chahal, Moncef Taleb, Sonia Djelidi, Habib Ayeb, Ahmad Ben Massoud, Nejma Bouakra, Emmanuel Gras, Khansa et Myriam Ben Tarjem, Ines Vehlo, Ghassen Amami, Chiraz et Nawel Gafsia, Maha Ben Abdeladhim, Azza Chaabouni et Afef Hagi pour leurs encouragements.

Une pensée toute particulière pour mes parents Naima Hammami et Mohammed Lamine Yousfi qui sont les premiers à m'avoir fait découvrir l'UGTT. J'espère être digne de l'héritage précieux qu'ils m'ont transmis.

Enfin, je ne remercierai jamais assez les membres de l'UGTT qui m'ont consacré du temps malgré les moments difficiles que traversait l'organisation. Le plus dur pour moi a été de devoir me séparer de certains de leurs propos. Mais j'ai fait de mon mieux pour restituer leur parole le plus fidèlement possible et, bien qu'extérieure à l'UGTT, j'ai partagé leurs espoirs et leurs déceptions. J'espère avoir été à la hauteur de leur confiance.

« Ce qui s'écrit au sang du cœur
ne s'écrit pas à l'encre »

Gibran Khalil Gibran

À ma mère
Naima Hammami Yousfi

Legende carte

- Siège du gouvernorat
- Limites des gouvernorats



Introduction

« Vous pouvez être fiers aujourd'hui de l'Union générale tunisienne du travail et du rôle qu'elle a joué avant et après le déclenchement de la révolution de la liberté et de la dignité et qu'elle continue à jouer maintenant. Tout comme Farhat Hached et ses camarades qui étaient au rendez-vous de l'Histoire pendant la période coloniale, en prenant la responsabilité de diriger le mouvement de libération de la Tunisie, en mobilisant les gens et en encadrant leurs luttes, l'UGTT est encore une fois au rendez-vous. Elle participe de près à la réforme politique et à la transition démocratique en mettant à profit ses expériences antérieures en tant que force d'équilibre et de pression. Ô défenseurs de la patrie et chevaliers de la liberté, vous pouvez être fiers de votre UGTT. Tout comme elle a réussi à soutenir le peuple révolutionnaire le 17 décembre 2010 et a contribué à transformer des slogans sociaux en revendications politiques et citoyennes, elle a également travaillé pendant ces trois dernières années avec toutes les autres composantes politiques et les divers acteurs de la société civile à jeter les bases d'une démocratie participative et d'une société de citoyenneté et d'égalité ». C'est ainsi que Houcine Abbassi, Secrétaire général de l'UGTT décrit le rôle de l'organisation, le 5 décembre 2013, lors de la commémoration du 61^{ème} anniversaire de l'assassinat du leader politique et syndical Farhat Hached, fondateur de l'UGTT.

Reprenons les choses depuis le début. Poussée par un puissant soulèvement populaire déclenché le 17 décembre 2010, l'Union générale tunisienne du travail, l'organisation nationale la plus importante et la plus ancienne en Tunisie, se trouve nettement engagée dans l'action politique, sa capacité de mobilisation lui permettant de peser sur la transformation du champ politique tunisien. Mais son action suscite plusieurs malentendus. Qu'elle ne vise pas la prise de pouvoir est l'évidence, mais elle alterne et/ou conjugue, selon la conjoncture, stratégie de négociation, soutien aux mouvements de révolte sociale et tentations de rupture radicale. Les frontières entre l'intervention politique de l'UGTT d'un côté et sa mission

syndicale et sociale de l'autre suscitent bien des questions. Les partisans d'un rôle politique de l'UGTT n'hésitent pas à rappeler la contribution capitale de l'organisation au mouvement d'indépendance nationale ou à la construction de l'État et ne tarissent pas d'éloges sur l'UGTT allant jusqu'à la considérer comme la force qui aurait sauvé la révolution tunisienne. Pour les plus critiques, toute une conception, largement ancrée dans les esprits, de ce que doit être une organisation syndicale, l'associant exclusivement aux luttes sociales, est régulièrement mobilisée pour remettre en question le rôle de l'UGTT dans les bouleversements politiques qu'a connus la Tunisie. Entre glorification et dénonciation, il ne reste guère de place pour un examen nuancé et distancié de ce qu'est réellement l'UGTT et de son rôle dans un champ politique tunisien en pleine mutation. Et la question des rapports qui se nouent entre la conception qu'on se fait de ce que doit être la mission d'une organisation syndicale et la spécificité du contexte tunisien risque fort de n'être abordée que sur un mode incantatoire. Pour sortir de l'incantation, il nous faut délaisser quelque peu le monde des spéculations et redescendre sur terre en choisissant à cet effet un terrain d'observation : l'UGTT elle-même. Observer, analyser, chercher à comprendre et s'intéresser à ce qui advient réellement quand les syndicalistes, confrontés à un tournant historique déclenchant des tensions aussi bien internes qu'externes, définissent et construisent ensemble l'action de l'UGTT.

Comment l'UGTT interagit-elle avec le soulèvement populaire qui a conduit au départ de Ben Ali ? Quel est le rôle joué par l'UGTT dans la « transition politique » aboutissant à l'adoption de la première constitution démocratique le 26 janvier 2014 ? Comment l'UGTT réussit-elle à neutraliser le risque de son éclatement provoqué par les différentes crises politiques et sociales ? Quel est l'objectif réel de l'UGTT : prendre le pouvoir, imposer on ne sait quelle dictature du prolétariat ou aider les élites économiques et politiques à se maintenir au pouvoir ? Quels sont les défis auxquels l'UGTT doit faire face dans le nouveau paysage politique ?

Force est de constater qu'on ne peut répondre à ces questions si l'on s'en tient uniquement à une lecture politique classique ramenant les différentes crises vécues à une simple bataille pour la conservation ou la conquête du pouvoir. Mais alors comment peut-on se saisir de ce qui est réellement en jeu ? Pour y répondre, il faut explorer aussi bien la dynamique interne de l'UGTT que ses interactions avec les différentes forces sociales et politiques tunisiennes. Il faut considérer la manière dont les syndicalistes eux-mêmes racontent l'histoire de la mobilisation de l'UGTT, interprètent ses prises de positions, commentent son rôle dans les transformations politiques et sociales en Tunisie et répondent aux attaques qu'ils ont subies ou encore aux incompréhensions dont ils sont l'objet de la part de l'opinion publique.

L'objectif de ce livre est d'éclairer le rôle joué par l'UGTT dans la révolution tunisienne et plus globalement dans la recomposition du champ politique tunisien pendant les trois ans qui ont suivi le soulèvement populaire.

Il s'agit moins de faire l'histoire de trois ans de transformations sociales et politiques en Tunisie que de comprendre la nature, le fonctionnement et l'évolution de la plus importante organisation nationale en Tunisie. Plus exactement, il s'agit de resituer la place occupée par l'UGTT dans la dynamique protestataire et révolutionnaire et d'analyser les polémiques qui ont entouré son positionnement en tant que force d'équilibre – comme aiment à le dire les syndicalistes – négociant des rapports de pouvoir incertains entre les mouvements sociaux, les gouvernements de transition successifs, les organisations nationales et les partis politiques. Ce livre cherche à faire entendre la voix de l'UGTT, non seulement en présentant les positions officielles de l'organisation et les déclarations de ses leaders mais en analysant le(s) regard(s) et le(s) discours recueillis lors des entretiens et des discussions que j'ai eus avec des militants de l'UGTT durant ces trois dernières années.

Dans cette optique, j'ai adopté une démarche classique en sociologie des organisations : considérer un système d'acteurs interdépendants – les syndicalistes de l'UGTT –, chercher à quelles contraintes ils sont soumis du fait de leur environnement organisationnel et politique et analyser les stratégies qu'ils adoptent. J'ai combiné à cet effet l'observation directe, l'analyse des documents officiels et un ensemble d'entretiens. Il est essentiel dans cette perspective de mettre en rapport les stratégies des acteurs avec le sens qu'ils accordent aux situations dans lesquelles ils se trouvent et aux actes qu'ils sont susceptibles d'accomplir ¹. De ce fait et dans la conduite de l'enquête, j'ai opté pour une approche ethnographique. Celle-ci a consisté à se rendre régulièrement et longuement sur le terrain afin d'effectuer des entretiens pour saisir au plus près les représentations locales mobilisées pour donner sens au rôle de l'UGTT et aux stratégies poursuivies par les acteurs dans les différents épisodes de la mobilisation.

Une soixantaine d'entretiens menés en arabe tunisien avec des syndicalistes occupant des positions aussi diverses que possible dans l'organisation m'ont permis de revenir sur les moments clés de la mobilisation de l'UGTT étalée sur une période de trois ans (de janvier 2011 à janvier 2014). Les syndicalistes interrogés appartiennent à différents niveaux hiérarchiques de l'UGTT, dans différentes régions de la Tunisie, notamment celles qui ont été au cœur du soulèvement populaire comme Sidi Bouzid, Sfax, Gafsa et Tunis. Ils sont affiliés à différents secteurs, plus particulièrement l'Enseignement, la Poste et

1. À cet égard, il est utile de faire référence à la grande recherche sociologique menée en Pologne en 1981 sur l'organisation syndicale *Solidarnosc* par une équipe franco-polonaise dirigée par Alain Touraine, cf. Alain Touraine, Michel Wieviorka, François Dubet et Jan Strzelecki (1982). Les chercheurs ont adopté dans ce travail la méthode d'intervention sociologique qui consiste à aider les participants à mener l'analyse de leur propre action. Si mon travail sur l'UGTT rejoint celui des chercheurs qui ont mené l'enquête sur *Solidarnosc* par le souci de partager les analyses des acteurs interviewés, il s'en distingue par l'attention particulière accordée aussi bien à l'histoire du mouvement syndical tunisien qu'à l'impact du cadre organisationnel et les contraintes qui en découlent sur les stratégies adoptées par les syndicalistes.

les Télécommunications, la Santé et le Textile. Ils viennent d'horizons politiques assez divers qui vont de l'extrême gauche au Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), l'ancien parti au pouvoir. Des entretiens complémentaires ont été également effectués avec des acteurs de la société civile (critiques et/ou sympathisants de l'UGTT) : des militants des droits de l'Homme, des membres d'autres organisations comme l'Union des Diplômés chômeurs (UDC) ou La ligue tunisienne pour la Défense des droits de l'Homme (LTDH) ou encore des militants de partis politiques comme le parti islamiste, Ennahdha. Par ailleurs, j'ai eu l'occasion d'assister au 22^{ème} Congrès de l'UGTT qui a eu lieu du 25 au 28 décembre 2011. J'ai pu ainsi observer aussi bien les réunions formelles que les négociations informelles concernant la compétition électorale et cela m'a permis d'accéder au processus de construction de ce qui sera plus tard l'agenda politique et social de l'UGTT relatif à la période de transition.

Cette approche sociologique offre l'avantage d'aborder à la fois ce qui se passe et la manière dont cela est vécu par mes interlocuteurs. Cela permet de comprendre la manière dont les syndicalistes eux-mêmes interprètent les changements, pensent la situation politique et sociale en Tunisie, s'en approprient les enjeux et enfin en déduisent les modalités pratiques de mobilisation. Le défi est de reconstituer de la façon la plus fidèle possible ce que me semblaient être les conflits, les registres et les contextes à la fois de la critique, profane ou savante, à l'égard de l'organisation et la manière dont les syndicalistes y répondent.

Trois préoccupations ont guidé cette recherche :

D'abord, il s'est agi pour moi de restituer le passé proche tel qu'il est décrit par les syndicalistes avec le plus de précision possible en intégrant le fait qu'au début du soulèvement populaire, le dénouement de l'histoire connue aujourd'hui était aussi imprévisible qu'inattendu. Repérer la manière dont les évènements successifs déclenchés par l'épisode révolutionnaire s'articulent avec des formes de continuité dans le fonctionnement de l'espace protestataire préexistant qu'est l'UGTT : voilà ce à quoi je souhaite parvenir dans ce livre. Contrairement à une vision qui réduirait le processus révolutionnaire à un mouvement qui renverse un ordre politique et qui en établit un autre à la place, mon intérêt est de rendre intelligible la dynamique d'une organisation syndicale – en tant qu'espace d'action collective organisée et refuge physique et symbolique des luttes sociales et politiques – lors du moment révolutionnaire, la nature de sa contribution à la transformation du champ politique tunisien ainsi que son interaction avec les différentes organisations et les différents mouvements sociaux plus ou moins structurés. Par ailleurs, les différentes crises qui ont tissé le quotidien de la société tunisienne depuis le 17 décembre 2010 jusqu'au 26 janvier 2014 et au cours desquelles s'est négociée la transformation du champ politique tunisien constituent des moments privilégiés d'investigation.

L'observation ethnographique de l'UGTT sur la durée et pendant ces différentes crises permet d'éviter l'écueil téléologique et de restituer la fluidité et les contradictions d'une conjoncture caractérisée par l'incertitude et la réévaluation permanente des stratégies face à un ordre de contraintes et de rapports de force évoluant rapidement (Dobry, 2009). Le détour par l'histoire permet de compléter cette observation en offrant la possibilité d'inscrire la mobilisation de l'UGTT dans le temps, l'espace et l'ordre politique et social qui prévaut en Tunisie. Par ailleurs, la spécificité de cette enquête est que les acteurs sont amenés à parler de manière rétrospective de l'épisode du soulèvement en même temps qu'ils commentent les différentes crises en cours. Les entretiens rétrospectifs couplés à la description de l'événement en train de se faire permettent de mieux se saisir de la synchronie et la diachronie dans les rapports complexes que peuvent entretenir les syndicalistes entre l'histoire des luttes, le fonctionnement de l'organisation et le contexte révolutionnaire. Cette approche me paraît utile pour mieux comprendre les modifications et les transformations de l'organisation et de mieux saisir l'articulation entre permanence et changement aussi bien dans les pratiques des syndicalistes que dans leurs représentations des défis posés à l'UGTT dans un champ politique en pleine recomposition. Elle permet d'éclairer ce qui subsiste du fonctionnement classique de l'UGTT et les formes de différenciation qui commencent à s'y introduire avec la transformation du champ politique tunisien.

La deuxième préoccupation de ce livre a été de comprendre la spécificité de l'identité de l'UGTT afin de saisir la complexité du rôle qu'elle occupe dans la transformation du champ politique tunisien. Au centre des crises politiques qui ont secoué la Tunisie durant ces trois dernières années, l'UGTT a suscité beaucoup d'interrogations. Est-elle un syndicat dont la vocation première est de défendre les droits des travailleurs ? Ou bien une organisation qui s'apparente à un parti pouvant imposer des choix politiques ? Est-elle une institution malléable subordonnée aux gouvernants ? Le malentendu naît de ce que toutes ces images sont justes, que les luttes sociales sont aussi fortes au sein de l'UGTT que l'attachement à exercer une influence sur les choix d'ordre politique et national. Comme on le verra tout au long de cet ouvrage, cette organisation, tout en défendant les libertés individuelles et collectives, voit coexister en son sein deux courants : un courant de soumission au pouvoir, d'une part, pouvant aller jusqu'à la quasi-intégration dans l'appareil de l'État incarné par la bureaucratie syndicale ; un courant de résistance au pouvoir, d'autre part, qui prend le dessus en temps de crise. Le malentendu s'accroît encore plus avec la tendance à opposer les deux rôles de l'UGTT : d'un côté, les défenseurs d'une mission strictement sociale de l'UGTT qui y voient une organisation syndicale qui devrait défendre les revendications de ses membres, encadrer les mouvements sociaux et se garder de se mêler des choix politiques nationaux ; de l'autre côté, les partisans d'un rôle politique de l'UGTT qui voient l'organisation comme un contre-pouvoir devant défendre des positions radicales afin d'imposer des choix politiques.

Dans ce cas, l'importance donnée par l'UGTT aux solutions consensuelles cherchant à concilier des intérêts divergents est perçue comme l'expression d'un conservatisme limitant le pouvoir de l'UGTT. Cette séparation des deux rôles de l'UGTT fait l'impasse sur ce fait fondateur : l'organisation est née de la rencontre des luttes sociales et du mouvement de libération nationale. L'UGTT est plus qu'une centrale syndicale classique, c'est une organisation politique qui est à la fois un refuge pour les mouvements sociaux, un espace de résistance de tout un ensemble de groupes sociaux contre l'hégémonie exercée par le parti unique et un lieu de négociation permanente de l'équilibre tant politique que social. Comprendre la manière dont ces deux vocations se rencontrent au sein de l'UGTT est un préalable pour comprendre la nature tout autant que les limites de l'influence que cette organisation exerce sur la vie politique en Tunisie.

La troisième préoccupation de ce livre a été d'analyser l'organisation syndicale comme un espace de luttes collectives spécifique. L'UGTT n'est pas seulement une force politique et sociale qui a largement contribué à soutenir le soulèvement populaire et à influencer l'orientation de la transformation politique en Tunisie. Elle est également le seul espace d'action collective organisée en Tunisie qui a réussi tant bien que mal à résister aux tentatives du régime autoritaire de réduire à néant toute résistance dans le pays. L'existence même de l'UGTT contredit la croyance selon laquelle les sociétés soumises à un régime autoritaire n'étaient plus que l'ombre d'elles mêmes, forcées à sombrer dans l'apathie et la démobilisation. Analyser la culture organisationnelle qui sous-tend le fonctionnement d'une organisation qui réunit des centaines de milliers d'adhérents appartenant à différentes couches sociales et à diverses sensibilités politiques, regroupant différentes régions et secteurs, est fondamental pour comprendre ce que peut bien signifier s'organiser dans une société sous la domination d'un appareil autoritaire. La culture organisationnelle est entendue ici au sens d'un ensemble de normes sociales et de valeurs acceptées et partagées par la majeure partie des membres de l'organisation et qui la rendent unique en quelque sorte. Il s'agit donc d'un ensemble de caractéristiques qui distingue l'organisation de toutes les autres organisations. Elle est ce qui fournit des repères à l'action des acteurs et donne en même temps un sentiment d'identité et d'unité à la participation collective des membres de l'organisation. Explorer l'évolution de l'UGTT suite au départ de Ben Ali, les logiques organisationnelles qui sous-tendent son action, les relations qu'elle a entretenues avec les institutions gouvernementales, les partis politiques ou encore les mouvements sociaux, donne à voir les conditions de possibilité et les pratiques de mobilisations collectives dans un champ politique en pleine recomposition et les facteurs de leur succès.

Sans méconnaître les difficultés classiques que rencontrent tous les pays qui vivent un processus révolutionnaire dans la mise en place d'un nouvel ordre politique et social stable, ce livre entend étudier, à travers l'exemple singulier

de l'UGTT, la façon dont peut être relevé ce défi qui comprend, comme je tenterai de le démontrer, la prise en compte d'une culture politique spécifique régissant l'organisation des rapports sociaux en Tunisie. En effet, l'UGTT en tant qu'elle constitue une microsociété fédérant de nombreuses tendances politiques et regroupant différentes catégories sociales offre un laboratoire original pour explorer les conditions de la mise en place d'institutions démocratiques viables.

La parole des syndicalistes – qui sont souvent actifs dans des réseaux associatifs et politiques en dehors de l'organisation – est d'autant plus précieuse qu'elle nous éclaire, au-delà de l'UGTT, sur les enjeux liés au processus révolutionnaire et sur les conditions d'un changement de régime politique réussi. Cela me conduit à poser l'hypothèse fondée sur mon expérience d'autres contextes professionnels, publics et privés en Tunisie et dans d'autres pays arabes, que les significations prêtées par les syndicalistes aux différentes positions politiques de l'organisation, la manière dont ils ont géré tant les conflits internes que les attaques extérieures ne sont pas uniquement inspirées par la culture spécifique de l'organisation mais expriment également des attentes partagées par beaucoup de Tunisiens quant à un bon gouvernement des hommes ².

Les syndicalistes sont les acteurs principaux de mon récit. Je les ai suivis pendant trois ans, essayant d'être à l'écoute aussi bien de leurs enthousiasmes que de leurs découragements, avec le souci constant d'élucider la dynamique d'une organisation qui rompt avec le fonctionnement ordinaire d'autres institutions. Les conflits internes auxquels ils ont fait face, les doutes qui ont traversé leurs esprits, les attaques qu'ils ont subies ou encore les incompréhensions dont ils sont ou ont été l'objet de la part de l'opinion publique sont autant d'éléments précieux pour éclairer le fonctionnement de l'UGTT et sa place dans le champ politique. En écoutant les syndicalistes de la base autant que les dirigeants et en repérant les clivages internes aussi bien que les convergences, j'ai eu en quelque sorte un accès privilégié à la fabrique interne des décisions politiques de l'organisation.

Par ailleurs, l'UGTT étant le lieu par excellence de la transmission de la mémoire de luttes syndicales et nationales, elle offre le moyen aux syndicalistes de resituer l'épisode révolutionnaire dans l'histoire de la Tunisie contemporaine. En même temps, on sait qu'une organisation aussi importante et aussi ancienne que l'UGTT, avec une culture organisationnelle forte, se dote d'un vocabulaire spécifique qui peut entraîner une myopie sur les véritables

2. Je m'inscris dans la tradition de recherches développée par *Gestion et société*, équipe de recherche du CNRS dirigée par Philippe d'Iribarne. Celle-ci a consacré l'essentiel de son activité à contribuer à l'édification d'une ethnologie des sociétés modernes, en prenant comme terrain d'investigation le fonctionnement comparé des organisations. On peut trouver le résultat de ces recherches dans diverses publications (Iribarne, Henry, Segal, Chevrier, Globokar, 1998 ; Iribarne, 2003a). Sur les pays arabes, cf. Hèla Yousfi (2014 ; 2010 ; 2008 ; 2007).

dynamiques en jeu. Le fait de confronter le récit des syndicalistes aux courants, plus ou moins dominants d'un contexte à l'autre, de l'opinion publique ou aux discours critiques des acteurs politiques permet d'échapper au discours construit et répété et incite les syndicalistes à mieux décrire les ressorts et les enjeux de leur mobilisation.

Simultanément, l'attention à la dimension métaphorique du langage ordinaire des syndicalistes, dimension par laquelle ce langage échappe justement à ce qui pourrait apparaître comme le carcan de la langue ou du vocabulaire syndical, m'a permis d'accéder à la culture politique des syndicalistes dont je ferai l'hypothèse qu'elle est partagée par l'ensemble des Tunisiens. De plus, le fait que les entretiens ont été conduits dans les locaux de l'UGTT ou dans des cafés proches des lieux de protestation (avenue Habib Bourguiba ou du côté de la place de la Kasbah à Tunis, au centre ville à Sfax, etc.) était de nature à ancrer la parole de mes interlocuteurs dans des contextes symboliques et émotionnels. Cela m'a permis de saisir aussi bien le sens investi dans le processus révolutionnaire par les acteurs que j'ai rencontrés que sa dimension émotionnelle. La prise en compte de ces dimensions affective et cognitive offre une meilleure intelligibilité de la manière dont mes interlocuteurs ont vécu l'épisode révolutionnaire, leurs craintes et leurs espoirs, leur perception des défis posés à leur organisation ainsi que les références évoquées pour évaluer leurs stratégies de mobilisation individuelle et collective.

Il est utile de préciser qu'il ne s'agit pas de savoir si les personnes interrogées ont une opinion positive ou négative de ce dont ils parlent ou encore si elles disent la vérité ou non derrière des propos susceptibles d'être convenus ou manipulateurs. Il s'agit plutôt de déceler, par-delà les différences ou les nuances d'opinions individuelles et des points de vue entre les syndicalistes et les acteurs externes ou entre les syndicalistes eux-mêmes, les repères communs que mes interlocuteurs utilisent pour exprimer une opinion. S'il est indéniable que des variations existent dans le discours de mes interlocuteurs, il reste que les évidences partagées qui caractérisent une culture organisationnelle sont présentes dans l'ensemble des propos que tiennent ceux qui, pour donner sens à ce qu'ils vivent, mobilisent les catégories de cette culture spécifique. Ces évidences apparaissent avec une extraordinaire redondance dans le matériau collecté malgré la diversité statutaire, régionale et sectorielle des personnes interviewées et sont précieuses pour décrypter l'influence de la spécificité de l'organisation sur les différences stratégiques adoptées par ses membres. Plus généralement, en évoquant les relations complexes entre l'UGTT et les partis politiques, entre l'UGTT et les mouvements sociaux ou encore les jeux de pouvoir internes, chacun de mes interlocuteurs a témoigné implicitement, par un biais ou par un autre, d'une vision commune en cours de formation reflétant les attentes des Tunisiens et leur conception de ce qu'est un bon gouvernement et des conditions de mise en place d'institutions démocratiques pérennes.

L'ensemble de ces considérations méthodologiques permet d'éviter de projeter une conception universelle de ce que doit être une organisation syndicale et les malentendus qui peuvent en découler. Au-delà de la culture organisationnelle qui unit les syndicalistes, la diversité des points de vue suscités par les clivages aussi bien internes qu'externes autour du rôle de l'UGTT aide à appréhender la complexité du fonctionnement de l'organisation. C'est dire qu'une approche empathique n'est en rien apologétique. Respecter l'UGTT, c'est montrer ses faiblesses et ses hésitations autant que les ressources de son efficacité et la réalité de sa vocation émancipatrice. Comprendre l'UGTT et son rôle dans le champ politique tunisien contemporain, c'est comprendre ses zones d'ombre et de lumière tout en la replaçant dans son histoire sociale, culturelle et politique.

Ce cheminement m'a conduit à faire un choix particulier dans la présentation de l'analyse. J'ai choisi de retranscrire intégralement le discours de mes interlocuteurs, à quelques raccourcis près souvent imposés par la traduction, afin de permettre aux lecteurs d'accéder à des récits qui mobilisent régulièrement une capacité de description et d'analyse tout en nuances de leur vécu. Au lieu d'utiliser les citations de mes interlocuteurs pour illustrer mon propos, j'ai essayé de mettre en récit leurs analyses elles-mêmes, de les articuler avec leurs contextes et de faire ressortir l'apport de ce récit pour l'intelligibilité du rôle de l'UGTT dans le processus révolutionnaire³. J'ai adopté un style narratif en réservant l'analyse à la fin de chaque épisode du récit. Je précise également dans chaque chapitre le statut des citations dans l'analyse et leur articulation avec la problématique explorée. Le livre est ainsi de bout en bout porté par la parole des syndicalistes : outre les longues citations issues des entretiens, des encadrés recueillent ce qui m'a semblé constituer des synthèses ou des argumentaires. J'ai également tenu à ressortir des paroles fortes en exergue de chaque chapitre. J'ai en effet souhaité, en rendant la parole aux syndicalistes et en indiquant clairement leur contribution, leur manifester ma gratitude par ce livre.

Ce livre se présente comme un récit en cinq épisodes :

Dans le premier épisode, et pour éclairer le présent, je ferai un détour par l'histoire du mouvement ouvrier tunisien en retraçant son émergence, son évolution et son impact sur le fonctionnement de l'UGTT. Je m'attacherai à

3. Pour respecter l'anonymat, j'ai également modifié ou supprimé les termes, références, situations et noms permettant de reconnaître les syndicalistes et les personnes dont il est question. En revanche, j'ai gardé les noms des personnalités publiques comme le Secrétaire général de l'UGTT, Houcine Abbasi, des leaders du mouvement syndical comme Adnene Hajji et Mohamed Trabelsi et des experts de l'UGTT comme Mongi Amami ou Abdeljelil Bedoui. Dans la présentation des *Verbatim*, je préciserai à chaque fois le statut de l'interviewé (militant syndical ou responsable syndical), le secteur et la région. J'ai maintenu le style parlé malgré les redondances et les tics de langage pour restituer autant que possible la vivacité des interviews qui donne à voir la nature du contexte des entretiens.

décrire la manière dont le syndicalisme métropolitain en situation coloniale s'est négocié au contact de l'organisation sociale et économique locale, donnant naissance à une organisation syndicale qui fait figure d'exception dans le paysage syndical arabe tant par la place qu'elle occupe dans le champ politique tunisien que par ses capacités de mobilisation. Cette histoire me permettra de mettre en lumière aussi bien la dynamique organisationnelle interne de l'UGTT que la nature des relations qu'elle a entretenues avec le Parti-État ou les différents mouvements sociaux. En même temps, ce détour historique aidera à comprendre plus tard la manière dont les pratiques de rupture déclenchées par le soulèvement populaire s'articulent avec une certaine continuité dans le fonctionnement de l'UGTT.

Dans la deuxième séquence, on fera un voyage avec les syndicalistes au cœur de l'épisode révolutionnaire. Je partirai de leur description fine des événements entre le 17 décembre 2010 (jour de l'immolation de Mohammed Bouazizi) et le 14 janvier 2011 (moment du départ de Ben Ali) pour mettre en perspective la perception qu'ils se font de leur contribution au mouvement protestataire. Loin de pouvoir traiter de toutes les questions et de tous les enjeux relatifs au processus révolutionnaire qui resteront en contre-champ de ce récit ; je me pencherai surtout sur les différentes contradictions et tensions auxquelles l'UGTT a dû faire face en tant que structure intermédiaire entre le soulèvement populaire et l'appareil du pouvoir. Je focaliserai le regard sur les dynamiques en jeu aussi bien entre les syndicalistes et la direction de l'UGTT que celles impliquant l'UGTT et les différents groupes d'acteurs du soulèvement.

Je chercherai à expliciter le déploiement des stratégies de syndicalistes dans un contexte de contraintes organisationnelles bien défini (pression du Bureau exécutif, dispositions réglementaires, répression policière, etc.), cet espace limité dans lequel agissent les syndicalistes définissant aussi bien les zones d'incertitude critique que les possibilités de coopération/conflit avec les différents acteurs. J'analyserai les modalités d'ajustement de l'action des syndicalistes face à des événements souvent inattendus ainsi que les significations prêtées aux stratégies mises en œuvre dont les conséquences sont souvent imprévisibles au moment de la mobilisation. L'objectif sera de restituer le plus fidèlement possible la perception et le vécu des syndicalistes de cette expérience qui a largement bouleversé la donne politique en Tunisie.

Le troisième épisode, prenant comme point de départ la chute de Ben Ali, décrit, au-delà des premiers enthousiasmes, les hésitations et les conflits rencontrés par les syndicalistes lors du processus de négociation de la place de l'UGTT dans la phase de transition menant jusqu'aux élections de l'Assemblée nationale constituante le 23 octobre 2011. Je m'attarderai, plus particulièrement sur le rôle de l'UGTT dans la mise en place des mécanismes de gestion de cette période de transition. On verra que l'UGTT a été un lieu de cristallisation des questions soulevées par le processus révolutionnaire. L'UGTT a du faire face non seulement aux différentes campagnes menées à son encontre depuis le

départ de Ben Ali mais elle a du également affronter la transformation du paysage syndical traditionnel avec l'avènement de deux nouveaux syndicats : la Confédération générale tunisienne du travail (CGTT) et l'Union des travailleurs de Tunisie (UTT). Je montrerai en quoi l'inquiétude ou la colère ressenties par les « personnages » de notre récit, très préoccupés par la place qui leur est accordée dans le champ politique et syndical, révèlent les enjeux de la confrontation entre les différents acteurs politiques. J'analyserai aussi bien la manière dont les syndicalistes ont réagi à ces différentes campagnes que les ressources mobilisées par l'UGTT, en tant qu'organisation, pour survivre tant aux clivages internes qu'aux attaques externes.

Le quatrième épisode plongera le lecteur au cœur du 22^{ème} Congrès de l'Union générale tunisienne du Travail organisé à Tabarka du 25 au 28 décembre 2011 et placé sous le signe « Je t'aime, Ô peuple » en hommage posthume au leader, Farhat Hached. C'est le premier Congrès de l'UGTT après le soulèvement du 17 décembre 2010 et les élections de l'Assemblée nationale constituante du 23 octobre 2011. Le 22^{ème} Congrès intervient dans un contexte politique particulier où se joue l'unité de l'UGTT tout autant que sa place dans un champ politique et social en pleine mutation. Il s'agit de restituer, à travers la description du déroulement de ce Congrès, les principaux défis de l'action syndicale nationale et la manière dont les syndicalistes ont décidé d'y faire face. Je m'intéresserai aux différents processus qui ont déterminé le comportement électoral des congressistes. J'examinerai la façon dont les congressistes tentent de s'accommoder, de la meilleure façon possible, des exigences élevées qu'impose la crise politique et économique où les enjeux de mobilisation collective sont à la fois les plus cruciaux et les plus délicats à élucider. Je me poserai enfin la question des conditions du renouveau du paysage syndical tunisien dans un champ politique bouleversé à la lumière du bilan de ce Congrès tel qu'il est établi par mes interlocuteurs.

Dans le cinquième et dernier épisode, je reviendrai sur les différentes crises politiques qui ont secoué le pays jusqu'à l'adoption de la première constitution démocratique le 26 janvier 2014. La légitimité démocratique issue des élections de l'Assemblée nationale constituante (ANC) le 23 octobre 2011 n'a guère été suffisante pour asseoir les décisions politiques et assurer l'émergence de règles collectives de fonctionnement largement partagées et acceptées par les différents acteurs politiques et sociaux. L'instabilité des contextes politique et économique aggravée par des assassinats politiques a imposé la concurrence de plusieurs sources de légitimité qui ont construit progressivement la nouvelle grammaire des discours politiques et les référentiels des débats sur les nouvelles institutions à mettre en place. Se targuant d'une légitimité d'indépendance et d'impartialité, l'UGTT se trouve ainsi au centre des interactions entre différentes sources de légitimité et différents systèmes de pouvoir. Je me pencherai sur la nature des interactions entre l'UGTT et les différentes composantes politiques et sociales en Tunisie qui ont jalonné le processus de mise en place d'une solution politique plus ou moins acceptable

par les différents acteurs. Je rendrai plus particulièrement compte de la perception des syndicalistes du rôle joué par l'UGTT dans le dialogue national mené avec l'organisation patronale UTICA, l'Ordre national des avocats, la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'Homme (LTDH) et aboutissant au remplacement du gouvernement à majorité islamiste par un nouveau gouvernement dit de technocrates et dont la principale mission était d'organiser les futures élections loin des tiraillements politiques.

Je m'attacherai ensuite à exposer les enseignements de portée plus générale que l'on peut tirer de cet épisode. M'appuyant sur l'éclairage comparatif offert par les différentes expérimentations institutionnelles proposées par l'UGTT afin de gérer les différentes crises politiques ainsi que sur les interprétations qui leur sont données par les acteurs interviewés, je repèrerai les conditions et les processus de traduction du discours universel sur la démocratie en règles locales conformes aux attentes des Tunisiens de ce que c'est qu'un pouvoir légitime et juste. En décrivant ainsi les formes de régulation du conflit aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UGTT, c'est à une compréhension plus générale des formes de pouvoir légitime que je me suis attachée. Au sein de l'UGTT, comme dans d'autres organisations en Tunisie impliquées dans la bataille politique, s'énoncent et travaillent des discours qui ne représentent pas seulement des positions politiques, mais renvoient aussi à des formes particulières du rapport au politique et au collectif : c'est aussi à la connaissance des attentes locales des Tunisiens en matière de bon gouvernement des hommes que cet ouvrage entend contribuer.

Plus qu'un témoignage historique autour d'une phase charnière dans la vie politique tunisienne, ce travail entend offrir à la fois une analyse approfondie de la spécificité et de l'évolution de l'une des plus importantes organisations syndicales dans le monde arabe et une réflexion sur les luttes sociales qui ont déclenché la révolution tunisienne et dont l'évolution déterminera largement l'avenir de la politique en Tunisie. La connaissance de l'UGTT peut aider à comprendre l'impact des espaces d'action collective organisée sur les changements qui affectent la vie politique. Plus largement, ce livre propose un éclairage sur les nouvelles dynamiques sociales et politiques qui agitent la Tunisie et interroge, à travers les continuités et les ruptures, le potentiel de réinvention de la politique dans cette région.

L'Union générale tunisienne du travail : une spécificité tunisienne

« Historiquement, l'UGTT a toujours joué et occupé une place importante dans les tournants historiques, tu trouves toujours l'UGTT au cœur des moments historiques, on peut remonter à la guerre de libération, Hached a payé le prix fort, on l'a assassiné, au moment de la construction de l'État, on trouve une unité entre l'UGTT et le parti au pouvoir dans la première Assemblée constituante, dans la rédaction de la Constitution, c'est un moment historique fondamental. Lors de la construction de l'État, l'UGTT a été vidée à un moment de ses cadres qui sont tous devenus ministres, maires, gouverneurs [...] L'UGTT a été à un moment aliénée par le pouvoir. Après, pendant la période de libéralisme de Nouira, le besoin s'est fait sentir de mettre en place une politique contractuelle avec le pouvoir, des négociations, un dialogue social et l'UGTT est devenue un partenaire principal du pouvoir. Elle a été parmi les fondateurs de la nouvelle donne des années 1970 et après elle a été matée et mise à genoux et domestiquée encore une fois. Avec le 7 Novembre, le pouvoir voulait aliéner l'UGTT et on a su résister, la preuve c'est la mobilisation des sections locales et fédérales lors de l'épisode révolutionnaire du 17 décembre 2010. »

Hédi, militant syndical, Enseignement secondaire, Tunis.

Avec sept cent cinquante mille adhérents ¹, l'UGTT est la première force syndicale tunisienne et a longtemps aussi été la seule. Concentrée dans le secteur public, elle se compose de vingt-quatre unions régionales, dix-neuf fédérations sectorielles et vingt-et-un syndicats généraux ². Elle fédère de nombreuses tendances politiques et compte des membres dans toutes les régions et dans de nombreuses catégories sociales – ouvriers, fonctionnaires, médecins, etc. Fondée en 1946 par Farhat Hached et d'autres syndicalistes tunisiens ³, l'UGTT est issue d'une rupture avec la Confédération générale de travail (CGT) française autour de la Seconde Guerre mondiale suite au refus de la revendication d'indépendance par le Parti communiste français et la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Pierre angulaire du mouvement national du temps de la colonisation, l'UGTT a toujours joué un

1. Cf. www.ugtt.org.tn.

2. Cf. la liste des instances dirigeantes de l'UGTT en annexes.

3. Parmi les membres fondateurs, on peut citer Habib Achour, Sahbi Farhat, Béchir Ben Brahim, Béchir Bellagha, Salem Cheffi, etc.

rôle cardinal dans la vie politique tunisienne. Plus qu'une centrale syndicale classique, elle s'apparente à une organisation où les revendications sociales ont, historiquement, été intimement liées aux mots d'ordre politiques et nationaux. À la différence de ce qui se passe dans d'autres pays arabes, l'UGTT a toujours disposé d'une autonomie – plus ou moins importante selon les périodes – à l'égard de l'appareil d'État. Depuis l'indépendance en 1956, deux courants coexistent en son sein : celui de la soumission au pouvoir incarné par ce qu'on a coutume d'appeler la « bureaucratie syndicale »⁴, et le courant de la résistance au pouvoir. Le second prend le dessus en temps de crise et contrôle certaines fédérations, comme celles de l'Enseignement ou des Postes et Télécommunications, ainsi que certaines unions régionales ou locales. Même si la « bureaucratie syndicale » entretient des rapports étroits avec le pouvoir, de nombreux mouvements sociaux ont trouvé appui auprès des fédérations et sections de l'UGTT. Ainsi, l'UGTT a pu jouer un rôle décisif dans les grèves, les rassemblements et les manifestations qui ont entraîné le départ de Ben Ali. Aujourd'hui, l'UGTT continue à jouer un rôle clé dans les transformations que connaît le champ politique tunisien.

Si l'originalité du fonctionnement de l'UGTT par rapport à d'autres syndicats arabes ou français a conduit certains analystes à parler de « deux UGTT » ou à décrire l'UGTT en termes d'ambivalence structurelle et/ou politique (Chouikha, Geisser, 2010 ; Gobe, 2008), d'autres analystes ont préféré y voir l'entreprise inachevée de la modernisation de la société tunisienne (Hamzaoui, 2013 ; Amami, 2008). Pourtant, pour analyser une configuration organisationnelle aussi particulière que l'UGTT issue d'une tradition syndicale coloniale, on ne peut pas s'en tenir à une vision statique et binaire d'un tête à tête, réifié en essence, entre d'une part un fonctionnement bureaucratique obéissant à des règles impersonnelles censées garantir la « modernité » et des logiques sociales locales dont il faut s'émanciper d'autre part. L'objectif de ce chapitre est en premier lieu de revenir sur l'histoire du mouvement syndical tunisien et son impact sur l'évolution de l'UGTT. Il s'agit ici de restituer la trajectoire du mouvement syndical national en le replaçant dans son contexte économique, social, politique et culturel et en prenant en considération les processus historiques et les tergiversations des mouvements sociaux tunisiens à travers lesquels s'est négociée l'imposition d'un modèle syndical colonial et qui ont conduit à l'émergence d'une organisation syndicale spécifiquement tunisienne. Ensuite, je m'attacherai plus particulièrement à décrire les mécanismes de régulation des rapports internes au sein de l'UGTT ainsi que la spécificité de son positionnement dans le champ politique tunisien à travers l'histoire des relations que l'UGTT a entretenues avec le Parti-État structurées aussi bien autour de compromis que de stratégies de fuite ou d'affrontement traduites sous forme de dissidences.

4. Il est utile de souligner que cette désignation tantôt se resserre pour désigner le seul Bureau exécutif tantôt s'élargit pour englober tout (ou une partie) de la Commission administrative.



Bourguiba et Hached au tout début des années 1950.
Source : Archives UGTT.



De gauche à droite, Ahmed Ben Salah, Habib Achour, Habib Bourguiba,
Abdallah Farhat et Khelifa Houas à Kerkena.
Source : Archives UGTT.

L'émergence du mouvement syndical tunisien

L'émergence d'un mouvement ouvrier tunisien se situe au début du vingtième siècle et son évolution a été étroitement liée à l'exploitation capitaliste coloniale et à la présence en Tunisie d'une classe ouvrière et d'organisations syndicales d'origine étrangère préexistantes à la formation d'une classe ouvrière autochtone. Comment le mouvement syndical qui est né en Occident et qui est arrivé avec le capitalisme colonial en Tunisie a-t-il interagi avec le contexte social local ? Comment la classe ouvrière a-t-elle interagi avec le mouvement national ? De quelle manière les luttes sociales et les luttes politiques ont-elles été articulées dans la bataille de la classe ouvrière tunisienne ? Quelles sont les alliances nouées qui lui ont permis de s'émanciper de la tutelle française et participer à la lutte pour l'indépendance de la Tunisie ? Ce sont là autant de questions dont les réponses ont largement déterminé le fonctionnement de l'UGTT et sa place actuelle dans le champ politique tunisien.

La pénétration capitaliste coloniale française en Tunisie s'est largement intensifiée après la Première Guerre mondiale et a couvert tous les secteurs économiques, de l'agriculture à l'exploitation minière en passant par les travaux d'infrastructures. Cela a exigé l'importation d'une main d'œuvre européenne (française, italienne, maltaise) pour les postes qualifiés ainsi que d'une main d'œuvre maghrébine (libyenne, algérienne et marocaine) peu ou pas qualifiée qui a été employée dans les travaux d'infrastructure et dans les mines (Yousfi, 1983). Le travail syndical a été réservé à ses débuts aux ouvriers européens majoritaires dans tous les secteurs ouvriers et notamment dans les mines, les bâtiments, les transports et les industries alimentaires. Ensuite, des ouvriers tunisiens ont progressivement rejoint les exploitations coloniales suite à la précarisation des artisans et des paysans (*fellahs*). Ils ont alors investi le travail syndical dans des organisations françaises comme la CGT⁵ et la CGTU⁶. Si ces deux centrales ont incarné pour les ouvriers tunisiens un modèle d'organisation et un lieu de familiarisation avec la culture syndicale, elles ont également été le reflet de leur marginalisation et de leur discrimination. Les ouvriers tunisiens étaient sous-payés par rapport aux ouvriers européens notamment les ouvriers français qui jouissaient du privilège du tiers colonial, soit d'un salaire majoré de trente trois pour cent (Bessis, 1974). Les ouvriers tunisiens se sont rapidement aperçus qu'ils n'étaient pas suffisamment défendus par les syndicats français et qu'ils étaient utilisés

5. C'est une union départementale qui dépend de la CGT française. Placée sous l'influence de la section française de l'internationale ouvrière (SFIO), elle est dirigée à tous les échelons uniquement par des Français. Les conflits de tendances partisans n'ont cessé d'agiter cette organisation tiraillée entre le Parti communiste français et la SFIO.

6. La Confédération générale du travail unitaire (CGTU) constituée en 1892 et dépendante de la centrale française regroupe essentiellement des ouvriers de l'arsenal, des cheminots, des postiers et des fonctionnaires, communistes ou dans la mouvance du parti ainsi que des ouvriers italiens de toutes tendances.